

Wikileaks menace de poursuivre Visa et MasterCard

Fin 2010, WikiLeaks divulguait au grand jour quelques dizaines de milliers de messages confidentiels issus des échanges effectués avec la diplomatie américaine. Un coup de tonnerre qui avait largement contribué à la notoriété de la plate-forme de « fuites d'information » et de son porte-parole charismatique Julian Assange (photo). Mais, à la suite de la diffusion de ses informations nuisant à la sécurité nationale, les Etats-Unis ont fait pression pour couper les financements de WikiLeaks. Visa et MasterCard, deux leaders dans le paiement électronique, avaient aussitôt décidé de suspendre tous les versements sous forme de donations adressées à WikiLeaks. Une sorte « d'embargo financier », rappelle [l'Espresso.fr](#).

Cette action entreprise dans le cadre de démarches jugées douteuses s'était ensuivie de menaces de poursuites de la part de WikiLeaks, qui jugeait illicites les agissements de Visa et MasterCard. Une attitude qui avait [déclenché l'ire du groupe de pirate Anonymous](#). Celui-ci a lancé une vaste offensive par déni de service (Opération Payback) contre les deux plus grands groupes émetteurs de cartes bancaires dans le monde (Visa et MasterCard revendent respectivement 70 et 25 % des parts du marché, rien qu'en Europe).

Cet embargo financier était illégal, considèrent des avocats protégeant les intérêts de WikiLeaks. Ces derniers comptent poursuivre Visa et MasterCard devant un tribunal danois et initier un recours devant la Commission européenne. DataCell, qui exploite la plate-forme de paiement électronique utilisée par WikiLeaks, affiche sa solidarité en s'associant à la plainte déposée par l'organisation de Julian Assange.

Le principal intermédiaire dans les transactions monétaires impliquant WikiLeaks, avait déploré, par la voix de l'un des ses hauts responsables, que Visa et Mastercard « *n'ont aucun scrupule à procéder à des versements en faveur de sites de jeux en ligne et de distribution de contenus pornographiques* ». WikiLeaks et DataCell envisagent par ailleurs de prendre des mesures à l'encontre d'un autre fournisseur de solutions de paiement électronique : Teller. Cette société danoise se dit « *prête à lever le blocus* » mais Visa et Mastercard exerceraient des pressions pour maintenir l'embargo.